

## Déclaration liminaire de la FSU

**CHSCT du 09 avril 2020**

En cette période difficile pour tous, le CHSCT a toute son importance dans la mise en place de mesures de protection pour les personnels de l'Education Nationale.

L'accueil des enfants de professions prioritaires pose des problèmes de risques de contamination. Si l'emploi des mots est important et qu'on ne peut parler que de risques ou de suspicions de contamination, le problème n'en demeure pas moins.

En effet, si des mesures de protections étaient mises en place par l'employeur, de façon efficace, la question de savoir si une collègue a été ou non contaminée ne se poserait pas. Pendant trop longtemps, ces mesures se sont limitées aux « gestes barrière » et à faire porter le poids des fournitures de gel hydroalcoolique sur les collectivités locales (alors que les enseignants sont des personnels de l'Education Nationale, et non des employés municipaux).

Si des tests étaient pratiqués à la moindre suspicion de contamination, il n'y aurait aucun flou quant à certaines situations.

Il n'est pas possible de mettre en place les gestes barrière dans toutes les situations. Comment maintenir un mètre de distance de façon permanente avec un enfant de maternelle par exemple ?

La FSU demande que l'employeur fournisse masques, gants et gel à ses personnels.

Nous ne devons pas non plus oublier les collègues, enseignants comme administratifs, qui sont actuellement en télétravail. Celui-ci génère en effet son lot de risques professionnels, qu'il s'agisse de RPS, de dépassements d'horaires ou tout simplement au travail quotidien sur ordinateur pouvant provoquer des problèmes visuels ou des maux de tête par exemple.

La continuité pédagogique est interprétée de différentes façons selon les collègues (conduite de nouveaux apprentissages, évaluations, révisions/réinvestissements etc...). Les collègues font preuve d'une extraordinaire inventivité, vous les en avez remercié M. le Directeur académique, et c'était important à leurs yeux. Nous pensons néanmoins qu'il faut clairement indiquer s'il s'agit d'une continuité pédagogique, auquel cas les enseignants doivent avancer dans leurs progressions, ou s'il s'agit de renforcer et maintenir les acquis, notamment pour les élèves éloignés du milieu scolaire de par leur culture familiales ou les ressources/capacités dont dispose la famille. Lors du dernier CHSCTA, il a été demandé de produire des recommandations à cet effet, la FSU19 réitère cette demande au niveau départemental.

Enfin, il ne faut pas oublier le jour d'après, que feront alors les enseignants ? Feront-ils des révisions jusqu'en juin ? Reprendront-ils où ils se sont arrêtés en mars ? Devront-ils considérer que ce qui a été vu pendant la période de confinement a été acquis par les élèves et qu'ils peuvent continuer sur leurs progressions ? Comment les services administratifs vont-ils pouvoir gérer les situations « urgentes » qui se seront accumulées (orientations en ULIS, demande de maintien etc...) ?

Autant de questions que nous nous devons d'anticiper dès aujourd'hui, afin de ne pas nous trouver dans une situation chaotique à la rentrée.

Il nous apparaît aussi nécessaire, alors que nous aurons des élèves, en difficulté, ayant vécu le confinement, avec toutes ses conséquences psychologiques, avec une continuité pédagogique fluctuant suivant les familles et leurs possibilités, de renforcer les dispositifs d'aide comme les RASED pour aider les équipes pédagogiques et permettre une diminution des inégalités entre élèves.